

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 05 SEPTEMBRE 1995 N° 234

PRIX 4 FF



ATTENTATS A PARIS

UNE POLITIQUE CRIMINELLE

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

Page 3
Côte d'Ivoire: Ni
Bedié-ADO, ni Gbagbo
ne changeront le sort
des pauvres.

Page 6
Libéria: Le bal des
vampires.

Page 8
Sénégal: Un ballon
d'oxygène pour le
gouvernement mais...

Page 9
Tchad: Une nouvelle
"réconciliation na-
tionale"? Et alors!

Page 10
Immigration: La mon-
tée de la délinquance
dans les banlieues...

Page 12
L'émancipation des
femmes ...

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

ATTENTATS A PARIS**UNE POLITIQUE CRIMINELLE**

Cet été a été particulièrement meurtrier à Paris. En l'espace de quelques semaines, deux attentats à la bombe ont ensanglanté le coeur de cette ville. Une bombe a éclaté à la station Saint Michel (RER), faisant plusieurs morts et des dizaines de blessés. Une autre a explosé en plein jour à la Place Charles de Gaulle (Etoile). Elle n'a pas tué, heureusement, mais il y a eu des blessés graves. En revanche celle cachée sous un étal de fruits et légumes dans un marché du 11ème arrondissement n'a fait que de blessés moins graves. Deux autres bombes, l'une placée sous les rails du TGV Paris-Lyon, l'autre découverte place Charles-Vallin dans le 15ème n'ont pas fonctionné.

L'indignation soulevée par ces deux attentats étaient à la mesure de l'horreur provoquée par les images sanglantes largement montrées à la télé et diffusées dans les journaux. Le souhait que les auteurs de ces deux attentats soient retrouvés et châtiés pour ces actes criminels est largement répandu dans la population parisienne.

Pour calmer les esprits traumatisés par cette tuerie sauvage, le gouvernement français a vite fait de trouver une piste, la piste "suédoise" bien que l'Etat suédois ne soit pas sur la même longueur d'onde que Paris. On soupçonne les Islamistes algériens d'être à l'origine de ces attentats. Mais peu importe la nationalité ou le camp politique de ces auteurs. Le fait est que ce sont des criminels quelle que soit la cause défendue. Ils tuent, cyniquement, en faisant le calcul de tuer le plus de gens possible, en faisant exploser des bouteilles de gaz bourrées de clous et de boulons par exemple, pour déchirer, pour déchiqueter leurs victimes; en choisissant des endroits stratégiques, à une heure de grande affluence, c'est-à-dire en visant les gens qui rentrent du travail.

Car ce ne sont pas les ministres, les parlementaires, les hauts placés de l'administration, ni même leur famille qui utilisent les transports en commun. Eux, ils se rendent au bureau en voiture de fonction, accompagnés de gardes du corps.

En s'attaquant à la population parisienne, ces terroristes montrent déjà, ce qu'ils sont capables

de faire s'ils prenaient le pouvoir quelque part: imposer une dictature féroce, peut-être même plus féroce que celle qui existe dans certains pays.

En choisissant de semer la panique dans Paris, les auteurs des attentats rendent service au gouvernement français qui en profite pour durcir les conditions de vie des travailleurs immigrés: multiplication de contrôles policiers, intimidations, mesures renforcées de conduites aux frontières.

Ce climat d'insécurité alimente

encore plus les sentiments racistes et xénophobes de ceux qui votent généralement pour Le Pen; il encourage la police gangrenée de racistes notoires à sévir encore plus contre les immigrés en qui elle voit des terroristes en puissance, des voleurs, de vendeurs de drogue... Les immigrés en situation irrégulière sont traqués; même ceux qui sont en règle n'osent plus sortir.

Voilà en tout cas, certaines conséquences des attentats de Paris sur l'immigration.

COTE D'IVOIRE

NI LES JUMEAUX BEDIE-ADO AUJOURD'HUI ENNEMIS, NI GBAGBO NE CHANGERONT LE SORT DES TRAVAILLEURS ET DES PAUVRES

La course à la présidence bat son plein, avec ses discours mensongers, ses fausses promesses, ses cohortes de politiciens décidés à conserver leur fromage ou espérant en conquérir un, avec ses journalistes prostitués.

Au grand cirque du PDCI à Yamoussoukro destiné à officialiser sa candidature, Bédié a promis "le progrès pour tous, le bonheur pour chacun". Gbagbo qui sillonne les routes depuis le mois de juin, avait alors promis de "mettre la richesse à la disposition du plus grand nombre possible". Alassane Ouattara est plus avare de promesses, gêné qu'il est par le nouveau code électoral qui laisse encore planer l'incertitude sur sa candidature.

Les promesses ne coûtent rien. Mais il faut être naïf pour croire qu'il sortira quoi que ce soit de bon de ces élections pour les travailleurs des villes et des campagnes, pour les chômeurs, pour les paysans pauvres, c'est-à-dire, pour l'écrasante majorité de la population.

Bédié et Ouattara sont

aujourd'hui rivaux, mais ils ont été associés au même pouvoir pendant des années. Qui peut croire que l'un ou l'autre de ces hommes, représentant des plus riches de ce pays, riches eux-mêmes, sont le moins du monde préoccupés par le sort des couches pauvres? L'un a fait carrière et amassé fortune à l'ombre de la dictature et du parti unique; l'autre s'est contenté de se mettre au service du dictateur vieillissant lorsque ce dernier a fait mine de devenir démocrate. L'un est soutenu par le lobby français, l'autre, par les milieux financiers internationaux, américains en particulier. Voilà leurs différends - le principal étant d'ailleurs qu'ils visent tous les deux le même fauteuil.

Quant à Gbagbo, il a été un opposant à Houphouët, et ce seul fait lui vaut aujourd'hui d'être le chef de l'opposition. Mais son alliance d'aujourd'hui avec Ouattara montre que tous ces gens font partie du même monde. Aucun d'entre eux ne veut même seulement toucher à l'ordre social existant; cet ordre social où une petite minorité amasse

des fortunes colossales pendant que la majorité croupit dans la misère. Ils parlent tous de démocratie - même et surtout ceux qui ont servi la dictature avec le plus de zèle - mais leur démocratie consiste seulement à permettre aux pauvres de cautionner par leurs votes le choix de celui qui va gouverner pour le compte des riches.

Les travailleurs n'ont pas à se passionner pour cette compétition. Leurs intérêts politiques n'y sont pas représentés ni directement ni indirectement.



Ouattara et Bedié

Les intérêts politiques des travailleurs sont aux antipodes de ceux de la classe riche que tous les candidats présidentiels défendent.

Est-il normal et juste, du point de vue des intérêts des travailleurs, de trimer pour 1000 F CFA voire seulement 300 F CFA par jour et de considérer comme une chance d'être embauché en fixe dans une entreprise pour 50.000 ou 60.000 F CFA par mois (le dixième que gagne un travailleur payé au salaire minimum en France)?

Est-il normal et juste de ne pas pouvoir sortir de la misère, même lorsqu'on travaille, et de redouter tout le temps de perdre même l'emploi le plus mal payé car lorsqu'on est au chômage, en maladie ou simplement, trop vieux, on n'a plus droit à rien ? Est-il normal et juste d'être condamnés aux taudis,

aux quartiers sans canalisation, sans eau courante ni électricité ; ou, au mieux, vivre entassés à trois ou quatre par pièce? Que l'eau même, l'eau potable soit un privilège inaccessible pour la plupart des familles pauvres ?

Est-il normal et juste que l'écrasante majorité des villes et des campagnes n'aient pas droit aux soins, à la santé et que la moindre maladie, le moindre accident soit une catastrophe?

Est-il normal et juste que l'éducation, la culture soient refusés à tant d'enfants de pauvres, et que ces derniers n'aient aucun autre avenir devant eux que de rester pauvres ?

Est-il normal et juste de supporter la corruption de l'Etat, de l'administration, de la police, de tous ceux qui disposent d'une autorité quelconque, et d'être racketté en permanence, même et surtout quand on ne possède rien ?

Non, tout cela n'est ni normal, ni juste. Et pourtant c'est cela la vie de la grande majorité de la population.

Alors, l'autosatisfaction de Bédié et ses semblables devant les "progrès de la Côte d'Ivoire" est écoeurante. Pour eux, ça va bien. Mais pour les autres ?

Qu'est-ce que ça peut donc faire que les gratte-ciel poussent à Abidjan, et que "le miracle ivoirien" attire les banques, les affairistes, les petits margoulines et les grands pilleurs de la planète, si la grande majorité continue à croupir dans la misère ?

C'est précisément leur "miracle économique", (c'est-à-dire les miraculeuses possibilités d'enrichissement des uns) qui est la principale cause de la misère croissante de la majorité. Car à la base de cette possibilité de s'enrichir en Côte d'Ivoire, il y a les bas salaires, continuellement tirés vers le bas, aggravés par la

pression du chômage, c'est-à-dire la grande misère de ceux qui n'ont pas de travail. La richesse se nourrit littéralement de la pauvreté. Il y a le pillage des caisses de l'Etat qui fait qu'il ne reste plus d'argent pour les dépenses utiles, pour les hôpitaux, pour les médicaments.

La classe ouvrière et la paysannerie de ce pays sont condamnées à la pauvreté, parce qu'ils ont à porter sur leur dos, à financer par leur travail, toute une pyramide d'exploiteurs petits et grands. Au-dessus des petits margoulines qui rackettent les pauvres ou les commerçants qui les volent, il y a la bourgeoisie de ce pays, les dignitaires de cet Etat, qui vivent dans le luxe, dans des villas avec piscine, pendant qu'à deux pas de là, on manque d'eau potable. Ceux-ci prêchent au peuple les sacrifices pour bâtir la Côte d'Ivoire de demain, mais eux-mêmes placent l'argent amassé par l'exploitation de leurs propres classes laborieuses dans des banques en France, aux Etats-Unis en Suisse ou ailleurs. Et au-dessus d'eux encore, il y a les grandes sociétés occidentales, ces Bouygues ou ces Boloré, les bailleurs de fonds et actionnaires de ces grandes banques auprès desquelles la Côte d'Ivoire est endettée jusqu'au cou. Et ceux-là peuvent imposer des mesures qui aggravent d'un seul coup la vie de millions de personnes, comme cette dévaluation du franc CFA qui a privé les couches pauvres des villes de la moitié de leur pouvoir d'achat.

Voilà où nous en sommes. La classe des riches ne fera jamais aux classes laborieuses le moindre cadeau. Voilà pourquoi la seule voie de salut pour ces dernières est de s'organiser pour se défendre, collectivement.

Il y a une autre façon de gérer l'économie. Le pays n'est pas un pays développé, certes, mais il ne manque ni de ressources, ni même d'entreprises, ni surtout de gens

capables de travailler. Mais il faut empêcher que leur travail serve exclusivement à l'enrichissement d'une petite couche de riches. Il faut une autre façon de produire, une autre façon de répartir ce qui est produit. Il faut mettre les richesses accumulées par ceux qui les monopolisent aujourd'hui à la disposition de l'ensemble de la société. Il faut recenser les besoins les plus vitaux de la société et orienter la production pour les satisfaire en priorité. Il faut que les usines existantes fabriquent les équipements de base indispensables, même si cela ne rapporte pas de profit, au lieu de produire pour le marché international. Creuser des puits, construire un réseau d'adduction d'eau est à la portée des possibilités économiques du pays ; comme il est à sa portée de construire des écoles et des dispensaires partout. Il est possible de loger tout le monde correctement, à condition que les programmes de construction n'aient pas pour objectif de seulement enrichir quelques affairistes souvent liés au pouvoir. Il est possible tout à la fois d'assurer l'autosuffisance alimentaire pour le pays, l'approvisionnement bon marché des classes laborieuses urbaines en même temps que garantir un revenu correct pour les paysans.

Mais il faudrait éliminer, à tous les stades de la production et de la commercialisation, ceux qui ne servent à rien ni pour l'une ni pour l'autre, et qui cependant prélèvent à chacun de ces stades un profit sur le travail.

Les classes riches et leurs représentants politiques ne feront jamais cela. Il faudra le leur imposer. Voilà pourquoi les classes laborieuses ont besoin d'une organisation, d'un parti qui représente leurs intérêts politiques et qui soit capable de les conduire au combat contre la classe riche et ses représentants politiques.

COTE D'IVOIRE

La voix de son maître

Le 3 septembre, les lieutenants d'ADO ont organisé une marche des femmes contre le code électoral. Mais c'est pourtant Djény Kobina, le secrétaire général du RDR qui a ravi la vedette à "ces amazones". Il déclara à leur place que les femmes ne veulent pas du code. "Ce que les femmes ne veulent pas, Dieu ne peut le vouloir", a-t-il précisé sans rire.

Les casquettes que Saint Djény

et ses apôtres ont fait porter à ces femmes étaient ornées de l'effigie d'ADO, (surnommé pourtant Judas par ses anciens amis du PDCI)..

Si par bonheur Dieu-ADO montait au trône présidentiel après avoir béni le FMI et les milieux financiers internationaux, il fera peut-être don d'un peu de grâce...et d'un fauteuil ministériel à Saint Djény.

Le FPI reproche au PDCI de lui piquer "son programme de gouvernement"

On peut bien les croire tellement ils sont pareils. La preuve, combien sont-ils les anciens dirigeants du FPI qui sont retournés au PDCI? Et aujourd'hui voilà que ceux du RDR, des anciens du PDCI, font bloc avec ceux de l'opposition. A qui veut-on alors faire croire qu'ils sont différents? Autant dire qu'on ne serait même pas étonné de voir Gbagbo propulsé premier ministre de Bédié après les

élections prochaines! Il n'y a pas longtemps on a vu dans les journaux Simone Gbagbo en train d'embrasser Bédié alors qu'on venait de chicoter le numéro 2 du FPI.

Alors franchement, tout ces gens-là n'ont aucune dignité. Même dans l'opposition, ils sont prêts à servir d'essuie-pieds ou de serpillière aux riches pour exploiter les travailleurs.

LIBERIA

LE BAL DES VAMPIRES

Après avoir mis le pays à feu et à sang durant six ans, les chefs de factions rivales du Libéria se sont mis d'accord pour mettre en application leur accord de cessez le feu de 19 août dernier.

Un nouvel exécutif, sorte de gouvernement de transition, a été mis en place à Monrovia en attendant des élections générales prévues pour le mois d'août 1996. Les seigneurs de guerre - parmi lesquels le chef de l'ancienne "armée nationale" - se sont mis d'accord pour faire partie d'une direction collégiale. Des

émissaires spéciaux de Bill Clinton vont parrainer les prestations de serment de chefs de bande officiellement installés.

Cette tentative de paix sera la nième du genre. A supposer que les chefs de guerre s'entendent cette fois-ci, cela ne ressuscitera pas les milliers de morts.

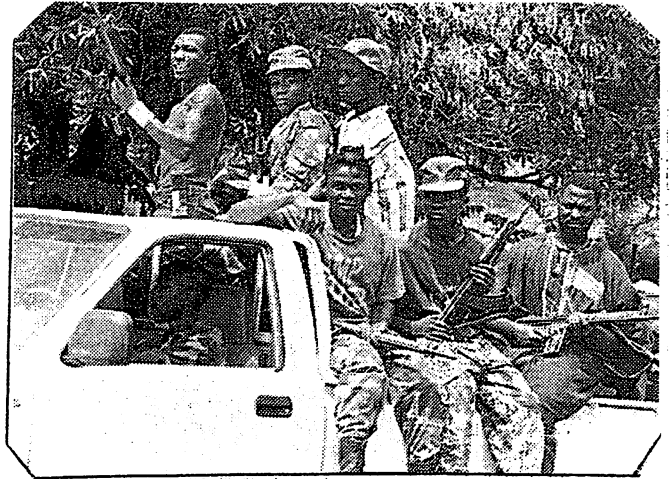
Charles Taylor, le chef d'une des sept principales bandes armées, celui qui avait déclenché la guerre civile en décembre 1989 et qui fait partie aujourd'hui de la petite clique dirigeante intronisée par la

diplomatie internationale, vient de "demander pardon" au peuple libérien pour "ses erreurs" et les "imperfections" de ce qu'il appelle "soulèvement populaire". Il a expliqué que ce soulèvement a été, à l'époque "la dernière solution pour le peuple privé de ses droits les plus fondamentaux par un gouvernement qui utilisait la violence pour se maintenir au pouvoir".

Au moins dans ce qu'il dit de l'ancien gouvernement, il a certainement raison. Ce qui ne l'empêche pas, aujourd'hui, de s'entendre avec le chef de l'ancienne armée nationale, instrument de la répression au temps de Samuel Doe. Il faut croire qu'il ne voit pas d'inconvénients à s'entendre avec les bourreaux du peuple, lui qui s'est pourtant érigé représentant de ce dernier. Mais l'intérêt du peuple n'est pas plus dans les préoccupations de Charles Taylor, qu'il n'est dans celles des autres chefs de guerre, ou qu'il n'a été dans celles de Samuel Doe. C'est pour le pouvoir que ces gens-là se battent, et pour les possibilités d'enrichissement qui vont avec. Et de la façon la plus néfaste pour la population : en poussant la démagogie ethniste jusqu'aux extrêmes, en dressant les armes à la main les ethnies les unes contre les autres dans des affrontements sanglants fratricides et avec les bandes armées recrutées sur cette base, ils imposent leur dictature à tous, leur propre ethnie comprise.

Aucun des chefs de bandes n'ayant pu l'emporter sur les autres, la guerre aura donc duré six ans et rien ne garantit qu'elle soit finie. La terreur imposée à la population par les quelques 50.000 hommes en armes des différentes factions, a des résultats catastrophiques pour la population. 150.000 morts et on estime qu'une grande majorité a dû fuir son village; une grande partie vers la

région de la capitale et une autre partie vers d'autres pays. Et comme le remarque le reporter du quotidien "Info-Soir", "les 500.000 restant... exposés à la famine et aux maladies, ont été réduits en esclavage... par des combattants de tous bords ou livrés à leurs exactions : viol systématique des femmes, enrôlement forcé des enfants, pillages, destructions et tortures".



Une des factions rivales

Voilà ce que Charles Taylor appelle "des erreurs" ou des "imperfections". Ses semblables et rivaux n'ont même pas éprouvé le besoin de faire semblant de "s'excuser" - ou n'ont pas son cynisme. Dans les meilleures des hypothèses donc, celle de la paix revenue dans ce pays exsangue, ce sont ces bourreaux qui vont désormais "représenter le peuple libérien" et diriger le pays...

Les travailleurs africains ont intérêt à bien regarder leurs frères du Libéria. Ce qui arrive à ces derniers montre leur propre avenir si les déshérités, les classes laborieuses se laissent piéger par la démagogie nationaliste et ethniste des politiciens irresponsables en lutte pour le pouvoir.

SENEGAL

UN BALLON D'OXYGENE POUR LE GOUVERNEMENT MAIS L'AUSTERITE CONTINUE POUR LA POPULATION PAUVRE

Longtemps boudé par les bailleurs de fonds qui lui reprochaient ses hésitations, ou son incapacité à appliquer à la lettre les "recommandations" du FMI, le gouvernement sénégalais a enfin obtenu de ses maîtres de la finance internationale une enveloppe de 1,5 milliards de dollars sur trois ans. Il a été récompensé pour le tour de vis supplémentaire qu'il a fait subir à la population en abaissant les salaires dans la fonction publique comme dans le secteur privé, en prélevant dans les budgets sociaux comme l'entretien des hôpitaux et différents autres secteurs vitaux pour la population pauvre tout en donnant encore plus aux capitalistes, notamment par les privatisations des entreprises jusque-là aux mains de l'Etat.

Voici ce qu'à déclaré un des représentants des bailleurs de fonds au ministre sénégalais de l'économie : " Nous reconnaissons les efforts courageux qui ont été entrepris, notamment sur la libéralisation du commerce extérieur, des prix, du marché du travail ou pour démanteler le monopole du transport maritime...".

Le "courage" du gouvernement de Diouf dont parle ce monsieur, c'est celui d'avoir imposé des sacrifices supplémentaires à la fraction pauvre de la population, aux petits fonctionnaires, comme à toutes les petites gens des villes qui ont déjà souffert pendant des années de la diminution de leur maigre pouvoir d'achat et dont le sort a été encore plus aggravé à la suite de la

dernière dévaluation du FCFA.

Ce 1,5 milliard de dollars, le gouvernement sénégalais prétend qu'il va l'utiliser pour "une nouvelle politique... dont la philosophie consiste à se désengager des activités productrices, pour investir dans les ressources humaines, l'éducation de base, la santé, l'environnement et l'accroissement de la productivité du monde rural". Après avoir réduit à la portion congrue le domaine de la santé et de l'éducation, à qui Diouf veut-il faire croire qu'il fera l'inverse de ce qu'il a entrepris jusqu'à présent ?

Cette somme récoltée auprès des bailleurs de fonds ira toujours dans les mêmes poches : celles des privilégiés, des nantis, des exploités. Mais comme il faudra tôt ou tard la rembourser, le gouvernement sénégalais continuera à faire subir la même politique d'austérité à l'ensemble des déshérités. Mais c'est à ces derniers, aux travailleurs, de montrer qu'il n'entendent pas être les éternels dindons de la farce. Ils ont déjà montré par le passé pas si lointain qu'ils ont été capables d'organiser une grève générale pour réclamer des augmentations de salaires, qu'ils avaient d'ailleurs en partie obtenues malgré les intimidations et la répression. Tous ensemble, les travailleurs et leurs familles peuvent faire reculer la politique d'austérité et imposer leurs revendications qui ne sont pas seulement salariales.

TCHAD

UNE NOUVELLE "RECONCILIATION NATIONALE"? ET ALORS!

Il y a belle lurette que les espoirs, réels ou supposés, suscités par la conférence nationale se sont révélés comme de véritables illusions. La conférence nationale, naguère hypocritement et pompeusement présentée par le pouvoir et l'opposition comme un cadre d'où pourraient sortir des solutions miracles pour guérir le pays d'à peu près tous ses maux, n'a rien changé. Elle n'a servi qu'à donner au dictateur Déby la caution politique qui lui manquait auparavant en lui offrant un cadre constitutionnel. Et depuis lors, c'est l'impasse totale. Le pays s'enfoncé dangereusement dans une crise profonde à tous les niveaux.

C'est ainsi que pour sortir de cette situation, les partis politiques et les groupes armés de l'opposition viennent de lancer un appel au pouvoir : ils exigent la tenue d'une table ronde en vue d'une énième "réconciliation nationale" dont l'objectif est de préparer des élections avec la participation de tout le monde. Goukouni, Kamougué, Lol se sont prononcés dans ce sens sur les antennes d'Africa N°1. Kassiré, le dernier premier ministre chassé par Déby comme un boy dont on ne veut plus, vient de déclarer dans une interview accordée au journal "Jeune Afrique" qu'il faut négocier "avec tout le monde, y compris avec Habré."

Réticent au début, le dictateur Déby a fini par reculer. Par l'intermédiaire de son premier ministre, il vient de donner son accord pour la tenue d'une rencontre avec tous les acteurs, politiques et militaires. Il semble même que des tractations soient en cours entre les différentes parties en vue de la préparation d'une rencontre au sommet.

Nul pour le moment ne peut dire si cette réconciliation entre criminels et autres politiciens aura lieu ou pas. Seul l'avenir le dira. Mais même dans le meilleur des cas, c'est-à-dire même si elle se tient et qu'il en résulte des accords entre les différents protagonistes, il n'y aura rien à en attendre. En tous cas pour les masses pauvres, nul doute qu'il n'en sortira rien de bon. L'histoire récente du pays est là pour en faire la démonstration.

Depuis le début de la guerre civile en 1979, nombreuses ont été les rencontres entre les différents chefs de guerre pour trouver un accord entre eux. Il y a eu notamment celles qui, en 1980 au Nigéria, ont abouti à la formation d'un gouvernement d'union nationale de transition, GUNT, dirigé par Goukouni. Mais ces accords n'ont pas empêché que, pour le pouvoir, les différents politiciens aient replongé le pays dans de nouveaux affrontements horribles, opposant les partisans de Goukouni à ceux de Habré. N'Djaména, la capitale, a été pendant presque un an le théâtre de combats meurtriers jusqu'à ce que, avec le soutien de l'impérialisme français, les partisans de Habré l'emportent sur leurs adversaires.

Sous le règne de Habré, d'autres accords ont été aussi signés : c'est, par exemple, le cas de ceux de Libreville ou de Bagdad qui ont entraîné le ralliement des politiciens comme Kamougué, Alingué, Djogo, Acheik et autres. Mais il ne s'en est suivi aucun changement notable dans le pays, écrasé par la dictature. Et puis tout près de nous, il y a eu récemment la conférence nationale. Malgré ses nombreuses résolutions, ses lois, ses constitutions, ses conseillers de la république etc, on l'a dit, celle-ci n'a servi qu'à légitimer politiquement la dictature de Déby.

C'est dire donc que, demain, les Goukouni, Déby, Kassiré, Kamougué et autres politiciens pourront très bien se rencontrer et signer des accords sans que cela ne vaille plus que de simples papiers. Ces gens-là n'ont aucune parole, ne respectent rien, à part la loi de l'argent et, selon que les circonstances leur sont favorables ou non, il n'est pas exclu qu'ils replongent le pays dans d'autres affrontements fratricides et criminels.

Il se peut aussi que les tractations actuelles aboutissent à des élections. Tous ces politiciens, ceux du pouvoir et de l'opposition, en réalité, défendent rigoureusement les mêmes intérêts, partagent le même ordre social, celui des riches. Au-delà des apparences, bien d'intérêts matériels les lient les uns aux autres et peuvent les condamner à s'entendre pour organiser des simulacres d'élections. Mais il n'est pas dit qu'il en sorte un quelconque changement pour les populations. Déby pourra, peut-être, être battu.

Un autre politicien prendra sa place. D'autres seront des ministres, des députés, des directeurs, etc. Mais là s'arrêtera le changement. Pour les masses pauvres, ce sera toujours la même misère, les mêmes maladies, mais aussi les mêmes exactions et autres humiliations de la part de la même armée qui veillera sur l'ordre au profit des riches. Comme au Bénin ou au Mali, où Soglo et Konaré ont remplacé Les dictateurs Kérékou et Moussa Traoré à la suite d'élections présidentielles.

Ce n'est donc pas d'une nouvelle réconciliation entre les chefs de guerre et autres politiciens criminels que viendra le véritable changement. Les choses ne commenceront à changer réellement dans ce pays que le jour où les masses pauvres tchadiennes, toutes ethnies et religions confondues, regroupées autour de la défense de leurs propres intérêts, balayeront l'ordre des Déby, Kamougué, Goukouni et autres politiciens bourgeois qui vivent de leur sang comme des parasites.

IMMIGRATION

LA MONTEE DE LA DELINQUENCE DANS LES BANLIEUES EST UN PHENOMENE DE SOCIETE LIE A LA CRISE

Le 23 août dernier à Epinay-Sur-Seine a éclaté un affrontement violent entre deux bandes rivales dans un des quartiers populaires de cette ville. Au cours de cette bagarre avec armes à feu, s'est produite une fusillade au cours de laquelle une passante a été tuée et un enfant de cinq ans blessé gravement.

Ce genre de règlement de compte commence à se multiplier dans les banlieues habitées généralement par un certain nombre de familles immigrées. Souvent ce sont des rivalités entre bandes de jeunes habitant des différents quartiers de la même ville ou des villes

différentes.

Mais il y a aussi des bandes organisées composées de petits délinquants ou de vendeurs de drogue qui se partagent des territoires et le marché et règnent en maîtres absolus.

Les familles des travailleurs habitant ces quartiers sont excédées par cette montée de la violence qui les touchent directement. Elles ont peur que leurs enfants soient tués par des balles perdues mais aussi qu'ils ne suivent l'exemple de ces délinquants. Elles ont même parfois le sentiment, quand elles constatent que ces trafics sont faits plus ou

moins ouvertement au vu des habitants et des autorités, que c'est voulu par les pouvoirs publics. De temps en temps elles voient la police faire des descentes en grandes pompes pour montrer qu'elle surveille les quartiers puis elle disparaît après avoir arrêté quelques jeunes.



Arrestation d'immigré

Mais la répression policière réclamée par certains habitants ne constitue pas une solution à ce phénomène de société. Ce dernier est lié à plusieurs facteurs. La plupart de jeunes qui se lancent dans ce trafic sont des jeunes de la deuxième génération, qui ont essuyé des échecs scolaires et qui galèrent dans les quartiers, sans travail, sans activité quelconque, sans

ressource.

Ce sont les conséquences que la société capitaliste en crise réserve à la jeunesse d'aujourd'hui. Evidemment le gouvernement et la presse de droite ne se gênent pas pour accuser ces jeunes comme des perturbateurs dans les quartiers populaires.

Mais en fait ce sont eux qui sont responsables de cette situation. Leur société capitaliste ne donne aucune perspective à ces jeunes issus de la population pauvre. Ils sont laissés à l'abandon sans avenir.

Cela dit, les jeunes ont évidemment tort de se laisser entraîner dans cette voie, néfaste pour eux-mêmes, nuisible pour les couches pauvres dont ils sont en général issus. En donnant dans la délinquance ou la violence gratuite, ils ne brisent pas leurs propres chaînes, ils en ajoutent seulement à celles de leurs parents ou des générations moins jeunes. Le seul avenir des jeunes des couches pauvres qui ne supportent pas la société actuelle, c'est de transformer leur désespoir en révolte consciente contre cette société. Et c'est de ce côté-là que des générations plus âgées peuvent et doivent leur indiquer une perspective et pas en se réfugiant dans les bras de la police qui ne les protégera pas.

UN COMMANDO CONTRE LES FAMILLES MAL LOGEES

Il y a quelques jours, des familles africaines habitant au 64, rue Hautpoul, dans le 19e, ont été brusquement réveillées par un commando envoyé par le propriétaire des lieux. Ce commando a saccagé les appartements, commettant beaucoup de dégâts: des sanitaires, des télévisions, des placards, des portes ont été cassés, détruits et

défoncés par ces nervis.

En effet, ces locataires étaient en conflit avec leur marchand de sommeil. Ils réclamaient depuis longtemps la rénovation de leurs appartements. Devant le refus du propriétaire, ils avaient refusé de payer le loyer jusqu'à ce satisfaction soit obtenue.

A la suite du coup de force du commando, les locataires ont manifesté devant la mairie du 19e pour exiger d'être relogés dans des meilleures conditions. Le maire de Paris a promis de donner satisfaction à leur revendication en prenant en charge la rénovation du bâtiment qu'ils occupent. Les locataires ont porté plainte contre le propriétaire. Celui-ci a été inculpé grâce à l'action de ces

familles qui ne se sont pas laissées faire.

Pour le moment, aussi bien la mairie que la préfecture de Paris qui détiennent pourtant un grand nombre de logements sociaux n'ont pas mis en exécution les promesses qu'elles avaient faites. Les familles habitant la rue Hautpoul continuent à lutter pour leur relogement.

**L'EMANCIPATION DES FEMMES
FAIT PARTIE INTEGRANTE
DE L'EMANCIPATION
DE LA SOCIETE TOUTE ENTIERE**

Du 4 au 15 septembre se tient à Pékin la quatrième conférence mondiale de l'ONU sur les femmes. A cette occasion chaque Etat va envoyer en Chine sa délégation pour y discuter des problèmes liés aux conditions de la femme. Parallèlement à cette conférence entre les délégations des Etats membres de l'ONU une autre conférence se tiendra, toujours sous l'égide de l'ONU, à 50 km de Pékin, regroupant des organisations féminines non gouvernementales. Au total il y aura, dit-on, plus de trente mille femmes venues de par le monde pour participer à ces colloques d'où ressortira "une plate-forme d'action", comme l'ONU le fait habituellement à chacune de ces conférences mondiales.

Il n'y aura pas grand chose à attendre de cette grande Kermesse mondiale tout comme il n'est rien sorti des trois précédentes conférences du même type. D'ailleurs, avant même que la conférence ne commence, le gouvernement chinois a donné le ton en refusant le visa d'entrée à un certain nombre d'associations féminines non gouvernementales (comme celle des femmes iraniennes contre la charia) pour faire plaisir

à certains Etats qui ne veulent pas qu'on aborde des sujets allant à l'encontre de leurs politiques à l'égard des femmes, en particulier et des droits démocratiques en général.

D'ailleurs pour éviter tout débordement de cette conférence dans les rues de Pékin, le gouvernement chinois a choisi exprès de tenir la conférence des organisations non gouvernementales à l'écart de la capitale, à 50 km de là. Il a peur que des organisations féministes dénoncent dans les rues de Pékin le non respect des droits de la femme en Chine, notamment sa politique autoritaire de limitation des naissances (limitée à un enfant par couple), ses pratiques de stérilisation et d'avortement forcés.

Les délégations des Etats africains qui participeront à cette conférence mondiale vont palabrer sur la condition de la femme en Afrique. Tous ces gens-là, représentants des dictatures féroces qui bâillonnent et répriment leurs peuples, se moquent bien entendu du sort des femmes. Comment ces gens-là osent-ils parler du droit des femmes, de l'égalité des droits

entre les hommes et les femmes alors qu'ils tolèrent (quand ils ne le pratiquent pas eux-mêmes) les coutumes barbares comme la polygamie, l'excision et toutes sortes de mutilations que subissent les femmes du continent africain?

Même dans les pays dits "modernes" de l'Occident où les femmes ont acquis un certain nombre de droits démocratiques, elles sont considérées dans les faits comme des citoyens de seconde zone. Rappelons que même en France, souvent citée comme "le pays des droits de l'homme", les femmes n'ont obtenu le droit de vote que depuis moins de 50 ans. Aujourd'hui encore dans ce pays, à travail égal les femmes touchent en moyenne 24 % de moins que les hommes. A l'aube du 21^{ème} siècle, on voit poindre dans un certain nombre de pays dits "avancés" comme les Etats Unis ou la France un mouvement de recul par rapport aux droits acquis des femmes (comme le droit à l'avortement) sous forme de commandos anti-avortement.

La condition plus ou moins barbare des femmes dans nos pays d'Afrique est le symbole-même du retard de l'ensemble de la société actuelle dans le chemin de l'émancipation pour l'ensemble de l'humanité. Le poids de la tradition, des coutumes et des religions pèse lourdement sur la femme. Ainsi par exemple l'analphabétisme touche beaucoup plus les femmes que les hommes. Elles ont moins droit à la culture. Souvent il arrive que dans une famille pauvre par exemple, il soit courant de sacrifier l'éducation de la jeune fille au profit de celle du garçon.

Dans le continent africain les femmes sont souvent considérées comme des esclaves qu'on peut acheter. Les travaux les plus pénibles leurs sont réservés : ce sont elles qui sont chargées d'aller chercher de l'eau dans les marigots et du bois pour la cuisine, faisant parfois des dizaines de kilomètres

à pied. A ces tâches il faut ajouter les travaux champêtres et domestiques qui font de la journée de la femme pauvre une dure journée de labeur et de souffrance.

Ce handicap qui pèse lourdement sur les femmes est aggravé par la misère et le sous-développement. Plus les familles sont pauvres plus les femmes subissent les contrecoups de cette pauvreté. Il est évident que la condition des femmes de la bourgeoisie africaine qui vivent dans les villas somptueuses et qui n'ont pas besoin d'aller chercher de l'eau dans les marigots ni le bois dans la brousse est infiniment meilleure que celle des femmes du peuple même si elles subissent dans d'autres domaines le poids des traditions réactionnaires comme l'ensemble des femmes.



Manif de tibétaines

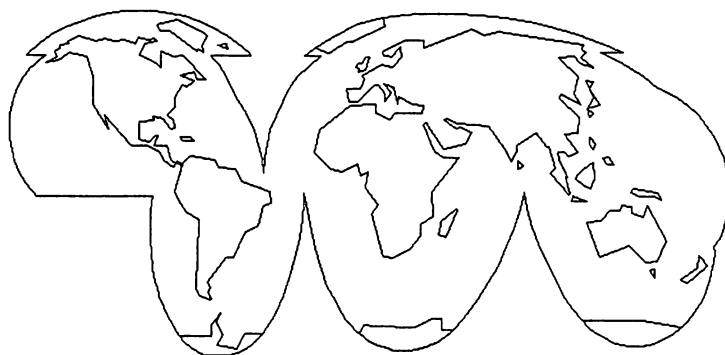
L'émancipation des femmes est intimement liée à l'émancipation de l'ensemble de la société. Mais dans une société fondée sur l'oppression, les inégalités et les injustices, l'humanité ne peut pas s'émanciper. C'est le cas de la société capitaliste. Il faudra radicalement changer cette société pour qu'enfin les hommes et les femmes puissent trouver les bases d'une autre société où disparaîtront toute forme d'oppression et d'exploitation de l'homme par l'homme.

Cela dit, tous ceux qui

aspirent à une société sans exploitation, sans oppression, doivent être solidaires des femmes qui essaient de changer tel ou tel aspect, même partiel, du sort qui leur est fait. Ils doivent même aller au-devant, et s'élever, chaque fois que l'occasion se présente, contre les mutilations, contre la polygamie, contre le voile, c'est-à-dire contre toutes ces pratiques barbares, destinées à souligner et à perpétuer la condition inférieure de la femme. Ceux qui, tout en

professant des idées progressistes, voire révolutionnaires, ferment les yeux devant ces pratiques ou le soutiennent au nom de la tradition ou plus grave, y obligent leurs femmes, leurs filles, ceux-là sont au mieux aveugles, ou pire, hypocrites, car le combat pour la libération de la société de l'exploitation, de l'oppression de classe, de l'oppression nationale ou raciale est en fait, inséparable du combat contre l'oppression de la femme.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.